Insaniyat n° 94, octobre-décembre 2021, p. 25-41

Quête d'emploi et malaise social chez les jeunes diplômés universitaires à Bejaïa

Tarek SAOUD [1,2]

Décrocher un emploi, aujourd'hui en Algérie, pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur n'est pas une mince affaire. La disparité qui existe sur le marché du travail entre le nombre important de demandes d'emploi et le peu d'offres disponibles (Feroukhi & Fraihat-Chenouf, 2001, p. 97-98) se traduit, pour beaucoup d'entre eux, par une situation de chômage, de travail informel ou précaire. Les voies formelles de la recherche et de l'accès à l'emploi dans ce genre de circonstances comme les concours de recrutement et le dépôt des demandes d'emploi sont souvent peu efficaces. Ce qui fait que ces jeunes sont parfois dans l'obligation, s'ils le peuvent, de s'aider par des voies informelles comme les interventions et la médiation.

L'articulation d'un ensemble de facteurs qu'a connue le pays depuis son indépendance jusqu'à nos jours a généré de nombreuses perturbations sur le marché de l'emploi qui rendent difficile l'accès au travail stable. En effet, l'expansion démographique assez rapide et l'augmentation très importante des taux de scolarisation, notamment chez les femmes qui sont de plus en plus présentes sur le marché de l'emploi (Sadouni, 2007, p. 123 et 127 ; Benhabib & Adair, 2017, p. 109), ont grandement augmenté la taille de la population en âge de travailler et de la main-d'œuvre diplômée. Tandis que les différentes crises économiques, sociales, et politiques ainsi que les réformes qui les ont suivies, visant à assurer la transition d'une économie administrée vers une économie de marché, ont mené à une compression de l'emploi public au profit de la promotion d'un secteur privé (Adair & Bellache, 2012, p. 124). Un secteur composé en majorité de petites et moyennes entreprises, qui

(1) Université Abou Bekr Belkaid, Département d'histoire, 13 000, Tlemcen, Algérie.
(2) Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31 000, Oran, Algérie.

d'ailleurs peinent à garantir des emplois stables et correctement rémunérés. Ce qui, d'un côté, a alimenté en nombre la population en chômage et par la même occasion celle qui exerce de manière informelle ou précaire.

Cette conjoncture caractérisée par une importante difficulté d'accéder à un travail satisfaisant[1] met une grande partie de cette catégorie de jeunes face à un malaise perpétuel et éprouvant. Ce, en raison des longues périodes qu'ils peuvent passer à la recherche, non seulement d'un emploi stable, mais aussi d'une reconnaissance sociale. Des éléments qui permettraient, en effet, à ces jeunes diplômés de franchir les principales étapes de transition de la jeunesse vers l'âge adulte (Galland, 2001, p. 135), dont l'accès à une autonomie financière, au mariage ou au départ de la famille d'origine, et par la même occasion à la légitimité d'occuper les positions sociales les plus valorisées.

Par ailleurs, l'objectif du présent article est de mettre en relief les principales configurations qui caractérisent la quête de l'emploi[2] et du malaise du vécu social de cette jeune catégorie sociale de manière générale et d'une population de jeunes diplômés de la région de Bejaïa de manière plus précise. Et ce, en s'appuyant sur une partie des résultats d'un travail de recherche en cours de réalisation dans le cadre de l'élaboration d'une thèse de doctorat[3].

Sur le plan épistémologique, la problématique traitée dans ce travail de recherche est située à la périphérie des deux approches individualiste et déterministe. Un territoire occupé par des théories comme celles de la rationalité limitée d'Herbert Simon ou du structuralisme constructiviste de Pierre Bourdieu, que nous avons essayé d'adopter dans notre modèle d'analyse. Des paradigmes où l'individu est considéré, à la fois, comme déterminant du fait social et comme déterminé par lui.

---

[1] Par emploi satisfaisant nous voulons dire un emploi en mesure de procurer une certaine stabilité dans la vie sociale et économique d'une personne ; assez pour lui permettre de se détacher financièrement de sa famille d'origine et de s'engager dans d'autres rôles sociaux à travers le franchissement d'étapes qui signent son entrée dans la vie adulte, à l'image du mariage.

[2] La situation des enquêtés dans le marché de l'emploi dans cette enquête était défini au sens du recensement de la population, qui consiste à considérer l'activité économique en fonction des déclarations des enquêtés (cf. Trouillard C., 2009, p. 4 ; Maruani M. et Reynaud E., 2001, p. 28).

[3] Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en Kabylie : Les stratégies de recherche d'emploi face aux contraintes de l'intégration. Le cas de la wilaya de Bejaïa, Université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen, dirigé par Mourad Moulaï Hadj, Professeur à l'Université d'Oran 2.

En ce qui concerne l'aspect méthodologique, l'enquête que nous avons menée sur les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur vers la fin de l'année 2017 et durant l'année 2018 s'est appuyée sur une méthode dite mixte (Pluye & *al*, 2018, p. 29-31), qui jumelle les deux approches qualitative et quantitative dans la collecte et l'analyse des données.

Pour la collecte des données, deux principales techniques ont été utilisées. D'un côté les entretiens semi-directifs, réalisés avec 14 jeunes diplômés universitaires à travers un échantillonnage en boule de neige. Et de l'autre côté, les questionnaires récoltés au nombre de 398 auprès de cette même catégorie de jeunes.

L'administration des questionnaires s'est faite par le biais de trois techniques d'échantillonnage. Entre autres accidentel, boule de neige et volontaire. Ceci, dans un but de toucher différents profils de jeunes[4] diplômés à la recherche d'un travail et se trouvant dans différentes situations au sein du marché de l'emploi. Allant du chômage jusqu'au travail permanent, en passant par le travail informel et précaire.

Pour la première technique d'échantillonnage, qui est de type accidentel, environ 300 questionnaires au format papier ont été distribués auprès de jeunes diplômés qui se présentaient à l'Agence Locale de l'Emploi de Bejaïa (ALEM), à la recherche d'un emploi ou pour le suivi de leur situation professionnelle pour ceux qui ont bénéficié d'un contrat de travail dans ce cadre-là. Pour ce qui est du deuxième échantillonnage, qui est de type boule de neige, une centaine de questionnaires ont été distribués dans l'objectif d'atteindre une population de jeunes diplômés occupés, mais qui restent toujours en quête d'un emploi plus intéressant. Et pour finir, un échantillonnage de type volontaire, où une version numérique du questionnaire a été mise en ligne à travers la plateforme Google Forms et diffusée sur le réseau de Facebook, et ce, afin de toucher cette fois une population qui s'appuie sur les réseaux numériques dans sa quête d'emploi.

[4] L'âge des enquêtés a été plafonné à 35 ans en référence au seuil maximal défini par le dispositif de l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) pour être éligible à l'octroi d'une aide financière, qui représente le seul organe institutionnel destiné à aider exclusivement la jeune génération dans son insertion professionnelle à travers le soutien à la création d'activités économiques. Voir le décret exécutif n° 03-290 du 9 Rajab 1424 correspondant au 6 septembre 2003 fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs, art. 2.

État des lieux du marché de l'emploi national et local

Aujourd'hui, on ne peut parler de formations ou de diplômés universitaires sans s'interroger sur la question de l'emploi. En effet, à l'heure d'une poussée sans précédent de la spécialisation des compétences ces deux pôles, la formation et l'emploi, ont fini au gré des circonstances par s'entremêler, et constituent désormais les deux facettes de la même pièce qui compose le marché de l'emploi. Un marché devenu tellement exigeant que, pour l'intégrer, les formations sont devenues, elles aussi, très spécialisées et beaucoup plus longues.

En Algérie, la population des diplômés a connu une évolution spectaculaire. En 2017, les universités algériennes ont délivré 303 100 diplômes supérieurs (ONS, 2018a, p. 26), alors qu'en 2007, elles n'en avaient délivré que 121 905 (ONS, 2009, p. 24). En un espace de dix années, le nombre des nouveaux diplômés s'est multiplié par deux fois et demie.

Une situation qui n'est pas très évidente à gérer, notamment pour ces jeunes diplômés qui se retrouvent dans un marché de l'emploi très saturé. En effet, malgré des taux de chômage qui, depuis 2006, semblent être raisonnables avec des chiffres qui varient entre 9 % et 13 % (ONS, 2013, p. 72 ; ONS, 2018b, p. 12) ; les taux d'emploi par contre affichent une situation alarmante du marché de l'emploi, avec des taux qui évoluent autour de 37 %. Ce qui, en d'autres termes, signifie que dans la population en âge de travailler, seulement quatre personnes sur dix ont pu accéder à un emploi. De plus, en se référant aux données publiées en 2018 par l'ONS, 29,3 % de la population occupée exerce un emploi non permanent (Calculé selon les données de l'ONS, 2018b, p. 4), avec des contrats de travail déterminés dans le temps, des contrats de vacations et d'autres formes de contrat cataloguées généralement comme un travail précaire (Paugam, 2003, p. 4). C'est-à-dire qu'au minimum, une personne sur quatre recensées comme occupées exerce dans le travail précaire.

En outre, il est aussi indiqué dans les données publiées par l'ONS (2018b, p. 3) que le quart des jeunes âgés de 16 à 24 ans, estimé à 28,3 %, ne sont visibles ni dans le secteur de l'emploi ni dans la scolarité (NEET). À la marge de la société, une bonne partie de cette catégorie de jeunes qui, en dehors de l'état-civil, ne figurent sur aucun registre, exerce souvent dans le secteur informel.

En ce qui concerne la wilaya de Bejaia, les données publiées dans l'annuaire statistique de 2015 affichent les mêmes proportions avec les données nationales quant au taux de chômage, avec un pourcentage égal à 12 % (p. 12). À l'inverse, les données concernant le taux d'emploi

semblent relativement beaucoup plus importantes pour la Wilaya de Bejaïa que celles du niveau national, avec une estimation de 56,4 % (Calculé selon les données de l'annuaire statistique de la Wilaya de Bejaïa, 2015, p. 16 et 18). En effet, il est important de souligner que la Wilaya de Bejaïa dispose d'une très importante zone industrielle dispersée autour des villes de Bejaïa, d'El Kseur et d'Akbou (Arhab, 2004, p. 134). Nous pouvons citer, à titre d'exemple, le complexe de Cevital dans la première ville, de Toudja dans la deuxième et de Danone Djurdjura Algérie dans la troisième. La disponibilité d'un tissu industriel très important dans la Wilaya de Bejaïa a permis l'absorption d'une très importante force de travail relativement à d'autres Wilayas d'une même envergure qui, souvent, comptent beaucoup sur les établissements et les institutions dans leur gestion de la dynamique du marché de l'emploi.

Néanmoins, un taux d'emploi de 56,4 % est loin de refléter un plein emploi à Bejaïa, et ce, compte tenu de la forte demande d'emploi enregistrée par les divers organismes chargés de l'insertion professionnelle relativement aux offres, en particulier pour les diplômés, dont les profils en adéquation avec leur niveau d'instruction sont encore rares sur le marché de l'emploi.

À titre d'appréciation, Nous pouvons souligner comme exemple, le décalage qui existe entre les demandes d'emploi et les offres disponibles enregistrées par l'Agence Wilayale de l'Emploi de Bejaïa (AWEM). Dans ce registre, cette dernière inscrit[5] en 2017 un nombre de 15 921 demandes d'emploi des diplômés universitaires sur un nombre total de 52 788 demandes, contre seulement 20 462 offres qui ont débouché sur 16 845 placements temporaires, dont 1928 de diplômés universitaires. Ce qui indique, là aussi, qu'une partie importante des contrats de travail disponibles sur le marché de l'emploi sont à durée déterminée. Parfois renouvelés par les employeurs, et parfois ils ne le sont pas. Ce qui maintient ces nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi dans une très longue phase d'instabilité professionnelle. D'autant plus que les salaires que procurent ces types de contrats sont dérisoires (Noui, 2018, p. 333) et ne permettent pas à ces jeunes de s'épanouir socialement et de se projeter dans l'avenir.

En effet, dans un Contrat d'Insertion des Diplômés[6] (CID), mis en place par l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM), les bénéficiaires sont rémunérés à hauteur de 15 000 DA dans le cadre du Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP), et de 12 000 DA en plus d'une

[5] Selon les données du bureau statistique de l'AWEM.

[6] Voir le site officiel du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale : https://bit.ly/3vEycpM

contribution de l'employeur lorsqu'il relève d'un Contrat de Travail Aidé (CTA). Tandis que dans un contrat relevant du Programme d'Insertion des Diplômés[7] (PID), qui cette fois est à la charge de l'Agence de Développement Social (ADS) en relation avec la Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité[8] (DASS), le bénéficiaire perçoit une rémunération de 10 000 DA.

En outre, nous pouvons aussi citer les contrats de remplacement et de vacation dans les secteurs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, où le contractant est payé selon une tarification horaire dérisoire qui, de plus, est soumise à des taxes. Dans ce registre, nous pouvons citer l'exemple des contrats de vacation pour l'enseignement au niveau des universités où, pour un volume horaire plafonné à 8 heures par semaine (J. O., 3 octobre 2001, p. 9-10), les contractants touchent une rémunération qui, pour beaucoup, ne dépasse pas le Salaire National Minimum Garanti (SNMG) fixé à 20 000 DA à partir du 1er juin 2020 par le décret présidentiel n°21-137 (J. O., 14 avril 2021, p. 4).

Par ailleurs, les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, en absence d'emplois formels ou de revenus satisfaisants peuvent aussi s'orienter vers le secteur informel de l'économie. Pour beaucoup d'entre eux, il est hors de question de rester au chômage ou de se contenter de salaires dérisoires. Ils essayent donc de se trouver des débouchés, ou une seconde activité pour les personnes occupées, même non déclarée à la sécurité sociale. Et ce, dans des activités commerciales, agricoles, artisanales, ou industrielles ; qu'ils réalisent à domicile, avec leurs familles, ou chez des employeurs.

Les méthodes employées par les diplômés universitaires dans leur quête d'emploi

Le marché de l'emploi dans la Wilaya de Bejaïa semble montrer les mêmes caractéristiques et symptômes, à quelques degrés moindres, que celui du niveau national. Les jeunes nouvellement diplômés font face à un marché où le taux d'emploi est relativement bas et les opportunités pour accéder à un travail stable et rentable sont extrêmement rares. D'autant plus qu'une partie très importante des diplômés, estimés par notre enquête[9] à 80,5 %, sont à la recherche d'un emploi. Contre

[7] Voir le décret exécutif n° 08-127 du 24 Rabie Ethani 1429 correspondant au 30 avril 2008 relatif au dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés.

[8] Des organismes sous la tutelle du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme.

[9] Il est à noter que dans les diverses données produites par l'enquête et exposées ici, les non réponses ont été écartées des calculs.

seulement 19,5 % qui ont indiqué qu'ils ne le sont pas, et dont 96,1 % sont occupés, soit par un travail, soit par des études universitaires.

Dans un même registre, il est aussi important de noter que 68,3 % de l'ensemble des jeunes qui travaillent ou qui continuent leurs études ont déclaré qu'ils sont à la recherche d'un emploi. Ce qui veut dire que même en étant occupé par un travail ou toujours inscrit dans l'un des trois cycles de la formation universitaire, une partie importante d'entre eux restent présente sur le marché de l'emploi, à l'affût de déboucher sur une intéressante opportunité de travail.

Par ailleurs, en ce qui concerne la méthode de la recherche de l'emploi pour cette catégorie de jeunes diplômés, elle se fait principalement par le biais du dépôt des demandes auprès des entreprises, institutions ou agences d'aide à l'insertion professionnelle (cf. Abbaci & Chalal, 2015, p. 163-165). Ainsi, 55 % des personnes ayant déclaré être à la recherche d'un emploi ont procédé à de dépôts de demandes.

En outre, la deuxième procédure de recherche d'emploi pour ces jeunes diplômés se trouve être la participation aux concours d'emplois organisés par les diverses institutions publiques. Puisque 37,5 % des diplômés à la recherche d'un emploi ont déclaré avoir participé souvent ou toujours aux concours. Cependant, les chances de décrocher un emploi à travers cette démarche sont très minces. D'autant plus que ces concours sont de très faible fréquence et ne proposent qu'un nombre très limité de postes d'emploi pour un nombre largement important de candidats.

D'un autre côté, d'autres méthodes sont aussi employées par ces jeunes diplômés pour accéder à un emploi. Des méthodes qui peuvent être considérées comme informelles en raison de leur caractère non-institutionnel. En effet, souvent, ces derniers ont recours à des approches telles que des requêtes faites de bouches à oreilles à travers leur réseau de relations sociales, et la publication de leurs profils ou la consultation des annonces d'offres d'emplois mises sur des réseaux sociaux et des sites web comme Facebook, Linkedin et Ouedkniss, ou des sites spécialisés dans l'offre et la demande de l'emploi comme Emploitic.

Toutefois, en ce qui concerne l'efficacité de toutes ces méthodes pour déboucher sur des emplois, les données de l'enquête affichent une nette domination des approches dites informelles, et notamment celles qui s'appuient sur le capital relationnel. Ainsi, une bonne partie des jeunes diplômés qui avaient déclaré être ou avoir été occupés par un travail[10], estimée à 57,5 %, avaient souligné qu'ils avaient eu un appui par une

[10] Personnes ayant été recensées sans emploi au moment de l'enquête, mais qui avaient déjà travaillé auparavant.

connaissance, un ami ou un membre de la famille pour accéder à ce dernier.

À titre d'exemple, nous pouvons citer celui de Sofiane, un jeune de 30 ans interrogé par entretien. Ce diplômé d'un master en sociologie du travail et des ressources humaines a indiqué avoir trouvé son travail de vendeur dans une bijouterie grâce au « piston ». Plus précisément, par l'intermédiaire de son oncle qui est un ami du bijoutier. Une médiation qu'il explique par ces propos : « comme c'est un métier un peu sensible, alors il lui faut une personne de connaissance (au sens de confiance) ». Soulignant ainsi le rôle décisif qu'a joué la confiance que porte le propriétaire de ce commerce pour son oncle dans son accès à ce travail.

En outre, nous pouvons aussi citer le cas d'une autre enquêtée interrogée par questionnaire, diplômée d'un master en gestion des ressources humaines et travaillant comme assistante technico-commerciale dans un magasin. Cette jeune femme âgée de 29 ans déclare**,** à propos de la manière par laquelle elle a trouvé cet emploi**,** ce qui suit : « le gérant a vu mon annonce de demande d'emploi sur *Ouedkniss*, du coup il m'a contactée, et il s'est avéré que sa cousine est une collègue de mon père, du coup j'ai eu le poste ». Dans cette déclaration, l'enquêtée souligne deux éléments très importants. Le premier est qu'elle a exprimé sa demande de recherche d'emploi sur un site internet, à la périphérie des méthodes de recherche d'emploi formel. Le second est qu'elle a obtenu ce poste grâce à l'appui de deux personnes intermédiaires, qui sont son père et une connaissance de son père, et souligne que c'est grâce à cette intervention qu'elle avait eu le poste.

Par ailleurs, comparées à cette dernière méthode de recherche de travail, les autres semblent être très limitées et ne procurent pas beaucoup de débouchés. En effet, nous avons noté selon les données de l'enquête que 12,3 % des jeunes diplômés avaient trouvé du travail grâce à Internet, 11,1 % grâce au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle de l'ANEM, et 7,1 % grâce aux démarches auprès des entreprises et des institutions. Quant aux diplômés ayant pu accéder à un emploi grâce à un concours, ces derniers ne représentent que 4,4 % de l'ensemble des enquêtés qui avaient déclaré être ou avoir été occupé par un travail.

Ainsi, les chances des jeunes diplômés pour déboucher sur un emploi par des voies formelles sont très rares. Ils sont donc obligés de faire jouer leurs relations pour faire pencher la balance en leur faveur.

Le chômage et le travail précaire comme facteur de malaise social chez les diplômés universitaires

La jeune génération d'aujourd'hui présente des potentialités incommensurables grâce à l'éducation et à la formation et représente une partie considérable de la force de travail dans de nombreux pays. Cette dernière a, en effet, beaucoup évolué et est devenue très importante dans les sociétés modernes. Dotée d'un désir non négligeable pour atteindre ses objectifs, cette population est en mesure de déployer une énergie sans égale, même face aux difficultés les plus aigües. Cependant, ces difficultés ne restent pas sans effets, lorsque les contraintes et les conditions pour atteindre les objectifs marqués sont trop lourdes, les désirs et l'énergie dont cette jeune population dispose se transforment en une frustration et un malaise social très observable (Zelmat, 2021, p. 424-435), qui se manifeste sous forme de stress, d'agressivité et de violence sur une échèle individuelle, ainsi que de discours pessimistes et de mouvements de protestation sur une échelle collective.

Le malaise ressenti par cette jeunesse est devenu aujourd'hui une problématique à prendre très au sérieux, non seulement d'un point de vue scientifique, mais aussi politique. En particulier pour un pays comme l'Algérie, qui présente une structure démographique dominée par la jeune population. Une configuration qui, en cas d'un malaise social aigu, peut induire à un désastre sur les plans social, économique, politique, etc. d'autant plus que cette catégorie sociale est souvent sujette aux actes de protestations et de revendications (Sari, 2004, p. 275-277 ; Safir, 2012, p. 158-159) ; ce qui peut mener, dans les cas extrêmes, à une révolution.

Le malaise des jeunes dans la société est souvent lié à une répression symbolique des générations ainées (Gelabert, 2013, p. 11-14). En effet, la marginalisation politique, économique et sociale des nouvelles générations a fait qu'il n'y a qu'une minorité de privilégiés qui a accès aux richesses. Les taux de chômage élevés observés chez cette jeune génération et l'effet que cela produit sur les configurations des structures sociales par le report des modalités de transition vers l'âge adulte ont provoqué une frustration qu'elle ne pouvait supporter.

En Algérie, cette situation socio-économique inconfortable des jeunes accompagnée par des crises politiques aigues a provoqué de nombreux mouvements de protestations depuis l'indépendance du pays. Le dernier d'entre eux a été le mouvement populaire du 22 février 2019. Dans ce mouvement qu'on a surnommé *elhirak* (Dirèche, 2020, p. 77-78), des millions de citoyens, dont les jeunes diplômés, sortaient chaque

vendredi[11] dans les rues afin de dénoncer la dégradation de la situation politique et ses effets sur les divers secteurs économiques et sociaux du pays, notamment après l'annonce de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika de sa présentation aux élections présidentielles du 18 avril 2019 pour un cinquième mandat. Ce qui a été perçu par la population comme le synonyme du prolongement d'un régime en place très contesté.

Parmi les nombreuses explications qui ont été formulées par les spécialistes et les penseurs en sciences humaines et sociales pour comprendre cette frustration des jeunes, celle qui revient le plus souvent c'est bien la situation alarmante de cette catégorie de la population dans le marché de l'emploi. Sari (2004, p. 272-275) explique, dans ce registre, que l'important malaise qu'a vécu cette jeunesse à partir des années 1980, notamment les diplômés, est principalement dû à la hausse des taux de chômage qu'a connu le pays. Et en raison duquel ils n'ont cessé, depuis, d'exprimer leur mécontentement et leur détresse par des révoltes et des manifestations. Safir (2012, p. 154) de son côté précise sur cette question que c'est l'appui du pays sur une économie basée presque exclusivement sur la rente pétrolière, et la faiblesse des secteurs de l'agriculture et de l'industrie, qui limite la disponibilité des emplois sur le marché. Et qui, par la même occasion, se trouve à la source du malaise exprimé par la société, et par les jeunes de manière particulière.

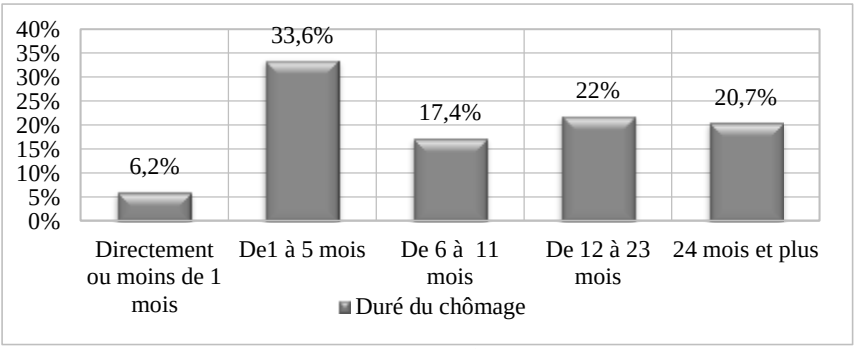
Dans un même registre, en ce qui concerne l'enquête qui a été réalisée sur les diplômés universitaires dans la région de Bejaïa, trois importants facteurs de malaise en relation avec le marché de l'emploi ont été relevés.

En premier lieu**,** nous pouvons souligner la difficulté que rencontre cette jeune population pour accéder à un travail satisfaisant dès son entrée dans le marché de l'emploi. L'enquête en question a démontré que 18,6 % des diplômées interrogés n'ont toujours pas pu avoir accès à un travail, même dans un cadre informel, et expriment à 84 % un sentiment de malaise. Dans ce registre, nous pouvons citer l'exemple d'une des enquêtées âgée de 25 ans et diplômée en 2016 d'un master en hydraulique. Cette jeune diplômée inscrite à l'Agence Locale de l'Emploi de Bejaïa (ALEM) était toujours à la recherche d'un emploi au moment de notre enquête, et cela deux années[12] après l'obtention de son diplôme. Ce qui la place dans un chômage de longue durée et lui procure, par la même occasion, un sentiment de malaise qu'elle exprime par ces propos : « je suis déçue par le manque de postes de travail correspondant à mon domaine ».

[11] Et chaque mardi pour la communauté universitaire, notamment les jeunes étudiants.
[12] En référence à l'année 2018, qui représente la date de la réalisation de l'enquête.

Le témoignage de cette jeune diplômée n'est pas singulier. Ainsi, 55,5 % des diplômés universitaires interrogés à la recherche d'un emploi indiquent que c'est en premier lieu le manque de propositions de travail qui complique leurs démarches de recherche d'emploi. De plus, selon les données qu'on peut observer dans la figure n° 1, il n'y a que 39,8 % des enquêtés qui ont pu décrocher un travail en moins de six mois après l'obtention de leurs diplômes. Le reste des enquêtés, qui représente la plus grande part, n'ont pu le faire qu'après une durée qui a dépassé les six mois, et dont 42,7 % peuvent être comptabilisés dans un chômage de longue durée.

Figure 1 : Temps écoulé entre l'obtention du dernier diplôme universitaire et l'accès à un travail



Source : Saoud T., enquête de terrain réalisée en 2018[13]

Par ailleurs, ces enquêtés soulignent que le malaise éprouvé durant une situation de chômage est, en grande partie, lié au vide que cela provoque dans la vie sociale et quotidienne de ces jeunes diplômés, avec un taux estimé à 58,8 %. Cette population qui, depuis son enfance, est habituée à être occupée par les études, et jusqu'à un âge très avancé pour certains, se retrouve soudainement après l'obtention du diplôme en vacance prolongée pour plusieurs mois, voire plusieurs années.

En outre, 47,6 % et 36,8 % des enquêtés estiment que le malaise ressenti en situation de chômage est lié respectivement au manque d'argent et au fait d'être sans emploi. Des éléments d'une grande importance pour cette population de jeunes diplômés, qui a passé de longues années à se former avec l'objectif et l'ambition d'accéder à un emploi et à un revenu satisfaisant. Et pour qui cet échec est devenu un facteur de frustration et de malaise.

[13] Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en Kabylie : Les stratégies de recherche d'emploi face aux contraintes de l'intégration. Le cas de la wilaya de Bejaïa.

En deuxième lieu, le malaise en rapport avec le marché de l'emploi peut également être lié au travail informel et précaire auquel est confrontée une partie très importante de cette catégorie de jeunes. En effet, selon les données produites par la présente étude, 30 % des enquêtés ayant déclaré avoir un travail, ou avoir eu un travail auparavant, soulignent qu'ils n'avaient bénéficié d'aucune affiliation à la sécurité sociale. Ce qui, en d'autres termes, signifie qu'ils exerçaient dans un cadre informel (Hammouda & Lassassi, 2014, p. 30). Une situation qui maintient ces jeunes diplômés de manière prolongée dans un climat d'incertitude, et favorise, de ce fait, leur sentiment de malaise.

Dans ce même registre, nous pouvons citer aussi l'exemple d'un autre enquêté diplômé d'un master en sciences du langage depuis 2014 qui déclare ce qui suit : « (je suis tourmenté par un) sentiment d'injustice et de déception, je pense pouvoir apporter beaucoup, j'ai trois diplômes et une volonté immense qui diminue de plus en plus ». Ce jeune qui travaillait comme aide cuisinier occasionnellement dans des salles des fêtes depuis 9 ans pour un revenu inférieur à 10 000 dinars et sans sécurité sociale, n'arrive encore pas à accéder à un emploi satisfaisant ; ce, malgré l'obtention de son diplôme. En dépit de sa petite activité économique, ce jeune diplômé universitaire se considère comme étant chômeur et nous déclare qu'après avoir eu son diplôme, il est resté 4 ans sans travail. Ainsi, ce dernier est loin de considérer cette activité informelle et précaire comme un travail à proprement dit. Ce jeune diplômé ainsi que beaucoup d'autres enquêtés, estimés par cette étude à 75,9 %, portent un sentiment négatif par rapport à leur situation dans le marché de l'emploi. Un sentiment souvent exprimé par des mots comme malaise, injustice, dévalorisation, marginalisation, insatisfaction, et d'autres encore.

En outre, nous pouvons aussi citer l'exemple de Hocine, un des enquêtés interrogés par entretien âgé de 31 ans et diplômé d'une licence en langue et littérature arabe. Cette enquêté, qui depuis l'obtention de son diplôme universitaire en 2011, n'a cessé de collectionner les emplois informels, travaillait comme vendeur dans une pâtisserie. Il souligne à ce sujet :

> « Je pensais tout le temps à ma situation, je suis devenu malade à force d'y penser, je me suis rendu malade. (Quand j'ai pris conscience de ce mal), j'ai donc lâché prise [...] Depuis 2011 jusqu'à 2017, je n'ai fait que des bricoles, un peu dans l'enseignement, dans la photographie, dans les marchés… ».

Il rajoute :

> « …j'avais atteint un stade où j'ai pensé à me suicider. Un soir, j'ai pleuré la nuit, j'avais le cœur lourd, je n'arrivais plus à supporter ma situation, j'ai dû appeler un ami, je lui ai dit que j'avais besoin de parler en urgence sinon je me tuerais. Le plus important pour moi c'était de me soulager le cœur ».

Ainsi, en dépit de son diplôme universitaire, Hocine n'a trouvé de débouché que dans une activité informelle. Et qui de plus, lui inflige un lourd sentiment de malaise puisqu'il ne peut bénéficier ni d'un revenu stable, ni d'une couverture sanitaire, ni d'une contribution à la retraite, et encore moins d'une expérience formelle de travail qui pourrait améliorer son employabilité.

Dans un troisième lieu, le sentiment de malaise des jeunes diplômés, en rapport avec leur situation dans le marché de l'emploi, est aussi lié au niveau de leurs revenus. Qui, comme il est affiché dans la table n° 1, se situent selon cette enquête à 6,8 % en dessous de 10 000 dinars, à 21,9 % entre 10 000 et 20 000 dinars et à 18,3 % entre 20 000 et 30 000 dinars. Des revenus en dessous de leurs espérances, puisque toujours selon cette étude, cette catégorie de jeunes aspire à un revenu qui**,** en moyenne**,** avoisinerait les 50 000 dinars. Or, parmi les 17,7 % des cas qui ont un revenu qui dépasse les 30 000 dinars, il n'y a que 3,8 % qui surpassent ce seuil moyen d'aspiration.

Table 1 : Rapport entre le revenu perçu et le revenu espéré par les diplômés universitaires

Revenu perçu en DA	F	%	Moyenne du revenu espéré
Moins de 10 000	27	6,8	45 857,1
Entre 10 000 et 20 000	87	21,9	41 956,5
Entre 20 000 et 30 000	73	18,3	49 381
Entre 30 000 et 40 000	44	11,1	58 918,9
Entre 40 000 et 50 000	11	2,8	75 625
Plus de 50 000	15	3,8	103 571,4
Non réponses et sans travail	141	35,4	42 194,2
Total et moyenne	398	100	49 365,1

Source : Saoud T., enquête de terrain réalisée en 2018[14]

De plus, bien que c'est dans l'ordre des choses un travailleur puisse aspirer à un revenu plus élevé[15], et cela peu importe le montant du revenu

[14] Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en Kabylie : Les stratégies de recherche d'emploi face aux contraintes de l'intégration. Le cas de la wilaya de Bejaïa.

perçu, il faut noter que c'est lorsque ce dernier est le plus faible que le malaise est le plus ressenti. C'est d'ailleurs ce qui a été observé dans cette étude. En effet, les données de l'enquête ont démontré que 59,3 % des jeunes diplômés interrogés, occupés ou qui l'avaient déjà été, expriment une insatisfaction par rapport à leurs revenus, cela d'un côté. Et de l'autre côté, que cette insatisfaction est fortement liée[16] au niveau de ces derniers. Ainsi, moins le revenu est important, plus l'insatisfaction est grande, et inversement. Ce qui signifie que la satisfaction des jeunes diplômés par les revenus qu'ils perçoivent dépend fortement de leur niveau.

Les données exposées démontrent donc que le malaise social dont font preuve les jeunes diplômés universitaires dans la région de Bejaïa est fortement lié à leur situation au sein du marché de l'emploi. Le manque de propositions d'emploi, le chômage, le travail précaire et informel, ainsi que les niveaux des revenus souvent insuffisants pour couvrir leurs besoins sociaux et économiques[17], insatisfaisants et inférieurs à leurs espérances, font que cette jeune population exprime une frustration et un malaise apparent et continu.

Conclusion

L'entrée dans le monde du travail peut être présentée aujourd'hui comme un passage, au sens socio-anthropologique du terme, une étape très importante dans la transformation de l'identité individuelle. Bien que dans les sociétés modernes les rites de passage aient beaucoup perdu de leur importance (Galland, 2001, p. 79), l'accès à l'emploi, notamment pour le premier, peut être considéré comme un rite institutionnel de passage, des plus capitaux, de la jeunesse vers l'âge adulte.

Par ailleurs, hormis l'importance de la dimension symbolique de l'emploi dans ce type de sociétés, cette importance peut se situer aussi dans sa disponibilité. En effet, c'est cette dernière qui fait fonctionner ce mécanisme de passage de la jeunesse vers la vie adulte. À défaut, il y aura des grincements dans ce rouage nécessaire à la société pour qu'elle

[15] Il est important de souligner aussi que le revenu espéré est lié au revenu perçu par chaque personne, puisque selon les données de la table n° 1, plus ce dernier est important plus la personne aspire à un revenu plus élevé.

[16] Puisqu'il s'est avéré, selon le test du khi2, qu'il existe une dépendance extrêmement significative (Le khi2 calculé 52,1 est supérieur au khi2 théorique 22,5 au seuil confiance de 0.1 % et au degré de liberté 6) entre les deux variables de la satisfaction et du niveau des revenus

[17] Notamment les besoins liés aux étapes introduisant à la vie adulte, comme acheter ou louer un logement et mettre de côté les fonds nécessaires pour organiser le mariage.

puisse avancer et se renouveler perpétuellement, qui se manifeste par un report considérable dans l'accès des jeunes aux rôles marquants leur entrée dans l'âge adulte, tels que l'autonomie financière, le mariage, le départ de la famille d'origine. Ce qui procure un malaise social assez important chez cette jeune population, notamment les diplômés d'entre eux, souvent porteurs de grandes attentes.

Des attentes que Honneth, A. (Halpern, 2013, p. 13) conçoit comme légitimes, car elles sont nécessaires à l'épanouissement de l'homme dans la société moderne, et à la réalisation de son bien être psychique et social poussée par son besoin de reconnaissance des autres. Une reconnaissance exprimée par l'amour, la considération et le respect partagés par les membres de la société en réponse à ces attentes. Qui, dans le cas des jeunes diplômés universitaires, se situe dans l'accès à un travail décent reflétant le niveau et le domaine de leurs formations, et garantissant un revenu stable et convenable.

Pour conclure, il est important de souligner que la situation du marché de l'emploi dans la région de Bejaïa, aujourd'hui, est dans un état critique. Une grande partie des emplois disponibles dans le secteur privé est généralement précaire et ne correspond pas au niveau de formation des diplômés universitaires. Ce qui ne permet pas une ascension socio-économique satisfaisante et adéquate avec leurs attentes. En outre, les emplois quelque peu plus stables, qui figurent en grande partie dans le secteur public, ne peuvent nullement absorber toute la main-d'œuvre disponible sur le marché de l'emploi. Ce qui représente en soi une équation très difficile à résoudre sans que le gouvernement intervienne à travers des dispositifs et des lois en vigueur pour, d'un côté**,** motiver et développer le secteur privé, et de l'autre**,** garantir des revenus acceptables et une certaine stabilité aux postes pour les travailleurs.

Bibliographie

Abbaci, M., Chalal F. (2015). L'emploi des jeunes à Bejaia : Quelle réalité ? *LANCOMNET, 2,* (2), 159-176.

Adair, P., Bellache, Y. (2012). emploi et secteur informels en Algérie : Déterminants, segmentation et mobilité de la main-d'œuvre. *Région et Développement, 35,* 121-149.

Annuaire statistique de la Wilaya de Bejaïa de 2015. https://bit.ly/3vg6sc3

Arhab, B. (2004). L'évolution du marché de l'emploi dans la wilaya de Bejaïa : entre le formel et l'informel. *Cahier du CREAD, 68-69,* 131-154.

Benhabib, L., Adair, P. (2017). Inégalités et discrimination à l'embauche sur le marché du travail algérien. *Revue française d'économie, 2,* (XXXII), 107-134. https://bit.ly/3kfKAYa

Dirèche, K. (2020). Renouer avec l'histoire et apaiser ses violences. Quelle place pour une « reconnaissance » publique en Algérie ? *Insaniyat*, *87*, 77-91.

Feroukhi, D. et Fraihat-Chenouf S. (2001). À la quête du premier emploi : Jeunes diplômés en licences d'enseignement et en D.E.S. *Cahiers du CREAD*, *58*, 97-120.

Galland, O. (2001). *Sociologie de la jeunesse*. Paris : Armand Colin, 3eéd.

Gelabert, E. (2013). Le printemps arabe en perspective. *Cahiers de l'action*, *39*, 11-17.Paris : Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Halpern, C. (2013). Axel Honneth et la lutte pour la reconnaissance. Dans : Christophe André éd., *La reconnaissance: Des revendications collectives à l'estime de soi*, 12-15. Auxerre : Éditions Sciences Humaines

Hammouda, N.-E., Lassassi M. (2014). L'emploi informel en Algérie : une analyse par cohorte. *Revue d'études sur les institutions et le développement*, *1*, (1), 30-45.

Journal Officiel de la République Algérienne no23 du 04 mai 2008, décret exécutif no 08-127 du 24 Rabie Ethani 1429 correspondant au 30 avril 2008 relatif au dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés.

Journal Officiel de la République Algérienne no 28 du 14 avril 2021, décret présidentiel no 21-137 du 24 chaâbane 1442 correspondant au 7 avril 2021 fixant le salaire national minimum garanti.

Journal officiel de la république algérienne no 54 du 10 septembre 2003, décret exécutif no 03-290 du 9 Rajab 1424 correspondant au 6 septembre 2003 fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs.

Journal Officiel de la République Algérienne no 57 du 3 octobre 2001, décret exécutif no 01-293 du 13 rajab 1422 correspondant au 1er octobre 2001 relatif aux tâches d'enseignement et de formation assurées à titre d'occupation accessoire par des enseignants de l'enseignement et de la formation supérieure, des personnels chercheurs et d'autres agents publics.

Maruani, M., Reynaud, E. (2001). *Sociologie de l'emploi*. Paris : La découverte, 3e éd.

Noui, R. (2018). Les dispositifs d'insertion professionnelle en Algérie : réforme ou précarisation. *Études en sciences humaines et sociales*, *1*, (18), 321-340.

Office National des Statistiques. (2009). Algérie en quelques chiffres, no 39.

Office National des Statistiques. (2013), Rétrospective Statistique 1962 - 2011.

Office National des Statistiques. (2018a). Algérie en quelques chiffres, no 48.

Office National des Statistiques. (2018b). Activité, emploi et chômage, no 840.

Paugam, S. (2003). Les nouvelles précarités du travail. Dans Fournier, G. et *al* (dir.). *La précarité du travail : une réalité aux multiples visages*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 3-21.

Pluye, P. (2018). Tout un monde de possibilités en méthodes mixtes : revue des combinaisons des stratégies utilisées pour intégrer les phases, résultats et données qualitatifs et quantitatifs en méthodes mixtes. Dans Bujold M. et autres (dir.). *Oser les défis des méthodes mixtes en sciences sociales et sciences de la santé*. Acte du colloque 610, 84e Congrès de l'ACFAS de 2016. Québec : Cahiers scientifiques de l'ACFAS, *117*, 28-48.

Safir, N. (2012). La jeunesse algérienne : un profond et durable malaise. *Confluences Méditerranée, 81,* 153-161.

Sari, D. (2004). La jeunesse et ses révoltes incessantes. Dans Benghabrit-Remaoun, N. (dir.). *L'Algérie 50 ans après : état des savoirs en sciences sociales et humaines 1954-2004*, 269-280. Oran : CRASC.

Site officiel du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale. https://bit.ly/3rOHGhe

Trouillard, C. (2009). Mayotte : Recensement de la population de 2007. Une population multipliée par quatre en 30 ans. *INSEE, 1231,* 1-4.

Zelmat, C. (2021). Le malaise social : Essai de description du mal-être social de la société algérienne. *Études Psychologique, 1,* (12), 420-440.